

Trump ouvre une réserve faunique nationale aux forages pétroliers

Dossier de la rédaction de H2o
September 2019

L'administration Trump s'apprête à adopter une loi qui ouvrira la porte à l'exploration pétrolière en plein cœur d'une réserve faunique nationale située en Alaska. Un geste positif pour relancer l'industrie des énergies fossiles dans la région, mais qui risque d'être contesté par les groupes environnementaux. Selon ce que prévoit le projet législatif, le Bureau de la gestion du territoire mettrait en vente des permis d'exploration d'ici la fin de 2019 dans une portion d'une superficie de 6 500 km² du territoire de l'Arctic National Wildlife Refuge. Cette nouvelle étape, chère au président Donald Trump, suit la publication d'une évaluation environnementale qui concluait que les impacts pour la région seraient limités, une conclusion approuvée par les représentants de l'État de l'Alaska. « Quarante ans après que le Congrès a retenu la toundra arctique comme un lieu de développement possible des ressources énergétiques, l'administration Trump exploite enfin ce potentiel vieux de plusieurs décennies », a ainsi déclaré le gouverneur législatif de l'Alaska, Mike Dunleavy.

Selon les conclusions du Bureau de la gestion du territoire, les éventuels projets d'exploitation pourraient générer l'équivalent de cinq millions de tonnes de gaz à effet de serre chaque année. Le United States Fish and Wildlife Service, qui gère la réserve faunique, estime pour sa part que ces émissions supplémentaires devraient aggraver les bouleversements du climat qui affectent déjà l'Arctique. Ces projets devraient aussi avoir des impacts sur la faune de la région, ont dénoncé les groupes environnementaux américains. Cette réserve faunique, la plus vaste des États-Unis en effet importante pour les populations d'ours polaires et les caribous arctiques, qui viennent y mettre bas. Les forages pourraient également être problématiques pour les populations autochtones, qui vivent essentiellement de la chasse et de la pêche. Le National Resources Defense Council a d'ailleurs fait part de son intention de contester devant les tribunaux l'évaluation environnementale sur laquelle s'appuie l'administration Trump pour ouvrir la porte aux forages.

Photo United States Fish and Wildlife Service

Le Devoir

À

À À